

§ 2. De dienstverlener reageert positief en binnen een redelijke termijn op elk verzoek van de autoriteiten die toezicht houden op de regeling inzake de cheque "intellectuele eigendom". Op verzoek van die autoriteiten verwelkomt hij kosteloos in zijn installaties toezichtinspecties in verband met een reeks dossiers waarin hij de prestaties uitvoert of uitgevoerd heeft.

§ 3. De dienstverlener bewaart alle documenten, al dan niet boekhoudkundig, met betrekking tot de dossiers inzake de cheques "intellectuele eigendom" waarin hij de prestaties uitgevoerd heeft, zolang de "SPW EER" hem niet uitdrukkelijk vrijgesteld heeft van de verplichting om deze te bewaren.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 8 april 2019.

Namen, 4 april 2019.

P.-Y. JEHOLET

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202954]

**4 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'Internationalisation des entreprises, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré**

Le Ministre de l'Economie,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1<sup>er</sup>, § 3, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, 10, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 11, 12, 14, alinéas 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 5, 6 et 16;

Vu le rapport du 12 décembre 2018, établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 5 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le décret du 21 décembre 2016 : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

2<sup>o</sup> l'arrêté du 23 février 2017 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 relatif portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

3<sup>o</sup> l'AWEX : l'Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers;

4<sup>o</sup> la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016, accessible à l'adresse [www.cheques-entreprises.be](http://www.cheques-entreprises.be);

5<sup>o</sup> l'entreprise : l'entreprise définie à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016 et ne relevant pas des secteurs suivants :

a) le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL : 03.);

b) le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL : 01.1 à 01.5);

6<sup>o</sup> la starter : l'entreprise définie à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016;

7<sup>o</sup> le prestataire de services : la personne physique ou la personne morale telle que visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016;

8<sup>o</sup> le demandeur : l'entreprise ayant introduit une demande de subvention fondée sur le présent arrêté;

9<sup>o</sup> les coûts admissibles : l'ensemble des coûts directement exposés par le demandeur et susceptibles d'être couverts, en tout ou en partie, par une subvention fondée sur le présent arrêté. Ces coûts sont chaque fois pris en considération hors T.V.A. et/ou autres taxes ou remises éventuelles;

10° le Règlement (UE) n° 1407/2013 : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* ;

11° le projet à l'international : la stratégie poursuivie par le demandeur pour son développement à l'international.

**Art. 2.** Les aides octroyées en vertu du présent arrêté concernent le portefeuille intégré relatif à la thématique du développement international des entreprises.

Cette thématique comporte deux types de chèques :

1° le chèque « booster export » ;

2° le chèque « consultance export ».

**Art. 3.** Les dossiers relatifs aux aides visées par le présent arrêté sont traités par tout agent de niveau A, B, C ou D tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant Code de la Fonction publique wallonne, désigné par l'administrateur général de l'AWEX.

La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des aides relève de tout agent de niveau A ou B tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant Code de la Fonction publique wallonne, désigné par l'administrateur général de l'AWEX.

**Art. 4.** Les aides octroyées sur base du présent arrêté sont des aides *de minimis* au sens du Règlement (UE) n° 1407/2013.

Conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 1, d), du Règlement (UE) n° 1407/2013, elles ne peuvent servir à financer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution ou d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation.

#### CHAPITRE II. — Conditions communes aux chèques en développement international

**Art. 5.** Les chèques en développement international sont réservés aux entreprises pour le développement d'activité tournées vers l'international.

Ces chèques constituent des moyens de paiement électronique dématérialisés servant à rémunérer les services effectués par les prestataires de services labellisés par l'AWEX, après avis du centre de référence, qui accompagnent et guident les entreprises dans leur développement à l'international.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le demandeur est une entreprise immatriculée à la Banque Carrefour des entreprises (BCE), disposant d'un siège d'exploitation principal en Région wallonne et poursuivant un projet à l'international.

Le siège d'exploitation est tout établissement ou centre d'activité revêtant un certain caractère de stabilité. Le siège d'exploitation principal est celui qui, au sein de l'ensemble de l'entreprise du demandeur, emploie le plus de travailleurs.

§ 2. Le projet à l'international de l'entreprise, s'il aboutit, génère une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en terme de développement de la production de bien ou de service localisée en Région wallonne ou en terme d'innovation.

L'AWEX apprécie le caractère réaliste de cette valeur ajoutée pour l'économie wallonne.

La recherche et développement, la propriété intellectuelle, le chiffre d'affaires, les emplois et les investissements directs en Wallonie, ainsi que leur progression respective, sont portés en compte dans l'évaluation continue de la valeur ajoutée en Wallonie.

La valeur ajoutée générée par le demandeur de l'aide est considérée en premier lieu. La valeur ajoutée chez les sous-contractants wallons entre en considération en deuxième lieu.

Le projet à l'international du demandeur doit être conforme aux normes nationales et internationales applicables au secteur professionnel de l'entreprise, y compris les éventuelles règles déontologiques.

**Art. 7.** Les plafonds de subvention ainsi que les délais et périodes fixés par l'AWEX sont prévus par entité disposant d'un numéro d'entreprise auprès de la Banque Carrefour des Entreprises (BCE) sans préjudice du respect par le demandeur des plafonds de subventions et périodes prévus par entreprise unique par le Règlement (UE) n° 1407/2013.

**Art. 8.** Quelle que soit l'étape de la procédure d'octroi des aides du présent arrêté, le demandeur ne peut être un commerce de proximité ou une société holding.

**Art. 9.** Les coûts admissibles couverts par les chèques en développement international relèvent des piliers « formation », « conseils » et « coaching » du portefeuille intégré du demandeur et se rapportent uniquement aux honoraires, hors T.V.A., du prestataire de services choisi parmi la liste des prestataires labellisés par l'AWEX, après avis du centre de référence et qu'elle propose au demandeur.

Les prestations sont réalisées dans un délai de douze mois à dater de la recevabilité du dossier.

Un prestataire de services ne peut réaliser une prestation visée par le présent arrêté pour une entreprise dans laquelle il est impliqué de quelque manière que ce soit dans la gestion ou le contrôle.

**Art. 10.** Aucune aide visée par le présent arrêté ne peut être accordée pour :

1° la rémunération de prestations fournies par les salariés du demandeur ou par d'autres membres de son entreprise, ni pour la rémunération de produits ou services que le demandeur vend à ses propres clients ;

2° les dépenses de fonctionnement normales et récurrentes de l'entreprise ;

3° des dépenses refacturées par le demandeur à des tiers ;

4° des dépenses ayant un caractère somptuaire.

**Art. 11.** Les aides octroyées en vertu du présent arrêté ne sont pas cumulables avec une autre aide, quels qu'en soient la source, la forme et le but, concernant les mêmes coûts admissibles.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. La demande de chèque de l'entreprise contient au minimum les documents suivants :

1° la demande de chèque datée et signée par l'entreprise ;

2° la convention entre l'entreprise et le prestataire de services datée et signée par les deux parties ;

3° l'attestation de minimis datée et signée par l'entreprise ;

4° l'attestation PME datée et signée par l'entreprise.

Ces documents sont générés par la plateforme web et leur contenu est déterminé par l'AWEX.

§ 2. La demande de paiement du chèque contient la facture du prestataire de services ainsi que le rapport de prestations daté et signé par le prestataire de services.

La facture du prestataire de services contient au minimum les informations visées à l'article 13.

Le rapport de prestations est généré par la plateforme web et son contenu est déterminé par l'AWEX.

§ 3. L'AWEX peut inviter l'entreprise et le prestataire de services à lui fournir tout élément spécifique ou complémentaire qu'elle juge utile.

**Art. 13.** Le prestataire de services mentionne notamment dans sa facture :

1° Le planning détaillé des jours effectifs de prestation;

2° En cas de sous-traitance, l'identité du sous-traitant ainsi que ses dates de prestations;

3° Le cas échéant, une distinction entre les prestations effectuées dans le cadre de la convention et celles qui sont en dehors de la convention;

4° La référence et la valeur du chèque en euros couvrant tout ou partie des prestations facturées, en indiquant le montant de l'intervention publique dans le chèque;

5° Le montant du solde à payer en euros par l'entreprise.

**Art. 14.** Conformément au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, dans le cadre du contrôle et du recouvrement prévu à la section 6 du chapitre 1<sup>er</sup> du décret du 21 décembre 2016, l'AWEX peut demander tout document utile prouvant que l'aide octroyée est utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Dans le cadre de ce contrôle, l'AWEX peut également demander les coordonnées et fonctions complètes des prospects ou partenaires avec lesquels le demandeur a établi un contact.

**Art. 15.** Toute subvention octroyée en vertu du présent arrêté figure dans les comptes annuels du demandeur.

### CHAPITRE III. — Conditions spécifiques aux chèques en développement international

#### Section 1<sup>er</sup>. — Conditions propres au chèque « booster export »

**Art. 16.** Le tarif journalier maximum pour les prestations relatives aux coûts admissibles visés à la présente section est de 750 euros HTVA.

Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles est de 80 % lorsque le demandeur est une starter. Sa quote-part dans la prise en charge des coûts admissibles est de 20 % .

Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles est de 50 % lorsque le demandeur n'est pas une starter. Sa quote-part dans la prise en charge des coûts admissibles est de 50 % .

L'intervention publique ne peut dépasser le plafond de 20.000 euros sur trois ans par entreprise.

**Art. 17.** Les prestataires de services pour le chèque « booster export » sont :

1° les coaches export;

2° les experts marchés à l'international;

3° les experts en webmarketing export;

4° les formateurs linguistiques.

Leurs prestations ne peuvent faire l'objet d'une sous-traitance.

**Art. 18.** Les honoraires de coaches export concernent des prestations de coaching en partenariat international.

Le demandeur ne peut obtenir plus de cinq jours d'honoraires d'un coach export par mission.

Par dérogation à l'article 16, le tarif journalier maximum pour les honoraires de coaches export est de 1.000 euros HTVA.

L'intervention publique pour les honoraires d'un coach export ne peut dépasser le plafond de 4.000 euros par mission.

**Art. 19.** Les honoraires d'experts marchés à l'international concernent des prestations ponctuelles liées au projet à l'international du demandeur, à savoir la mise au point d'un plan stratégique à l'international ou la résolution d'un problème spécifique à l'international notamment en matières juridique et logistique.

Le demandeur ne peut obtenir plus de trois jours d'honoraires d'un expert marchés à l'international par mission.

Les honoraires d'experts marchés à l'international constituent des coûts admissibles au sens du présent arrêté uniquement lorsque le demandeur est une microentreprise.

L'intervention publique pour les experts marchés à l'international ne peut dépasser le plafond de 1.800 euros par mission.

**Art. 20.** Les honoraires d'experts en webmarketing export concernent les prestations d'analyse et de conseils destinés à l'élaboration d'une stratégie web orientée export.

Le demandeur ne peut obtenir plus de trois jours d'honoraires d'un expert en webmarketing export par mission.

L'intervention publique pour les experts en webmarketing export ne peut dépasser le plafond de 1.800 euros par mission.

**Art. 21.** Les honoraires de formateurs linguistiques concernent des prestations de formation linguistique destinées aux responsables commerciaux du demandeur afin de prospecter efficacement les marchés à l'international.

L'intervention publique pour les formateurs linguistiques ne peut dépasser le plafond de 1.800 euros par formation.

*Section 2. — Conditions propres au chèque « consultance export »*

**Art. 22.** Le tarif journalier maximum pour les prestations relatives aux coûts admissibles visés à la présente section est de 750 euros HTVA.

Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles est de 50 % pour le demandeur. Sa quote-part dans la prise en charge des coûts admissibles est de 50 % .

L'intervention publique ne peut dépasser le plafond de 25.000 euros sur trois ans par entreprise. Ce plafond est porté à 37.500 euros sur trois ans lorsque le demandeur est une starter.

**Art. 23.** Les prestataires de services pour le chèque « consultance export » sont :

- 1° les spécialistes en commerce extérieur et;
- 2° les spécialistes en design d'exportation.

**Art. 24.** Les aides visées par la présente section couvrent les honoraires des spécialistes en commerce extérieur et des spécialistes en design d'exportation liés aux services nécessaires au lancement d'un produit existant sur un nouveau marché à l'étranger.

Les coûts admissibles liés aux services de conseils en commerce extérieur portent sur les éléments suivants :

- 1° le développement d'une stratégie export;
- 2° la mise en place ou la restructuration d'un service export;
- 3° la réalisation d'études de marché et de prospection commerciale;
- 4° l'acquisition de techniques de participation à des appels d'offres et financement internationaux;
- 5° la recherche de partenaires et la conclusion de partenariats internationaux.

Les coûts admissibles liés aux services de conseils en design à l'exportation portent sur les éléments suivants :

- 1° le développement de l'image de marque de l'entreprise et des produits/services à l'export;
- 2° le développement d'une charte graphique à l'export;
- 3° l'adaptation du design de produits et de services existants aux spécificités de marchés étrangers.

**Art. 25.** Le coût total de la consultance doit être inférieur à la somme des fonds propres et des dettes de plus d'un an de l'entreprise.

Le prestataire de services choisi pour réaliser la prestation ne peut avoir déjà travaillé pour le demandeur dans le cadre d'une autre mission subventionnée par l'AWEX durant une période définie par l'AWEX et publiée sur son site internet.

Les missions subventionnées par l'AWEX avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont prises en compte pour l'application de cette règle.

L'AWEX peut accorder une dérogation à la règle visée à l'alinéa précédent s'il n'y a pas d'autres experts agréés disponibles pour le projet du demandeur.

*CHAPITRE IV. — Dispositions finales*

**Art. 26.** Le présent arrêté entre en vigueur le 8 avril 2019.

Namur, le 4 avril 2019.

P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

**ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE**

[2019/202954]

**4. APRIL 2019 — Ministerieller Erlass zur Teilausführung im Bereich der Internationalisierung der Unternehmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio**

Der Minister für Wirtschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 3 Ziffern 1, 3 und 4, Artikel 2 Absatz 1, Artikel 6 § 1 Absatz 3 und § 2 Absätze 1 und 2 Ziffern 1 und 2, Artikel 7 § 1 Absatz 1 und § 2 Absätze 1 und 3 Ziffern 1 und 2, Artikel 9 § 1 Absatz 1 und § 2, Artikel 10 § 2 Absätze 1 und 2 und § 3 Absatz 1, Artikel 11, Artikel 12, Artikel 14 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 3, 5 und 6 und Absatz 2, Artikel 37 und Artikel 38 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 5, 6 und 16;

Aufgrund des Berichts vom 12. Dezember 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 31. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. März 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 5. Februar 2019 beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 21. Dezember 2016: das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

2° Erlass vom 23. Februar 2017: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

3° AWEX: die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers");

4° Internetplattform: die webbasierte Anwendung nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, die unter [www.cheques-entreprises.be](http://www.cheques-entreprises.be) zugänglich ist;

5° Unternehmen: das Unternehmen im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, das nicht zu den folgenden Sektoren gehört:

a) Fischerei und Aquakultur (NACE-BEL Code: 03);

b) Primärerzeugung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen (NACE-BEL Code: 01.1 bis 01.5);

6° "Starter"-Unternehmen: das Unternehmen im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016;

7° Diensteanbieter: die natürliche oder juristische Person nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 7 des Dekrets vom 21. Dezember 2016;

8° Antragsteller: das Unternehmen, das einen Bezuschussungsantrag aufgrund des vorliegenden Erlasses eingereicht hat;

9° beihilfefähige Kosten: sämtliche, dem Antragsteller direkt entstandenen Kosten, die ganz oder teilweise durch eine Bezuschussung aufgrund des vorliegenden Erlasses gedeckt werden können. Die berücksichtigten Kosten verstehen sich jedes Mal außer MwSt. und/oder sonstigen eventuellen Abgaben oder Nachlässen;

10° Verordnung (EU) Nr. 1407/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen;

11° internationales Projekt: die vom Antragsteller zum Zwecke seiner internationalen Expansion verfolgte Strategie.

**Art. 2** - Die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen betreffen das integrierte Portfolio in Bezug auf das Themenfeld der internationalen Expansion der Unternehmen.

Dieses Themenfeld umfasst zwei Arten von Schecks:

1° den Scheck "Export Booster";

2° den Scheck "Exportberatung".

**Art. 3** - Die Akten über Beihilfen nach dem vorliegenden Erlass werden von jedem Bediensteten der Stufe A, B, C oder D im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bearbeitet, der vom Generalverwalter der AWEX bestellt worden ist.

Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von Beihilfen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A oder B im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der vom Generalverwalter der AWEX bestellt worden ist.

**Art. 4** - Bei den auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen handelt es sich um *De-minimis*-Beihilfen im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013.

In Übereinstimmung mit Artikel 1 Ziffer 1 Buchstabe *d*) der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 dürfen diese Beihilfen nicht zur Finanzierung des Aufbaus und des Betriebs eines Vertriebsnetzes oder anderer laufender Ausgaben einer Exporttätigkeit dienen.

#### KAPITEL II — *Gemeinsame Bedingungen für die Schecks für die internationale Expansion*

**Art. 5** - Die Schecks für die internationale Expansion werden den Unternehmen zum Zwecke des Ausbaus von international ausgerichteten Tätigkeiten vorbehalten.

Bei diesen Schecks handelt es sich um entmaterialisierte elektronische Zahlungsmittel zur Entlohnung der Dienstleistungen, die von Diensteanbietern erbracht werden, die nach Stellungnahme des Referenzentrums von der AWEX zertifiziert worden sind und die Unternehmen im Rahmen ihrer internationalen Expansion betreuen und beraten.

**Art. 6** - § 1. Beim Antragsteller handelt es sich um ein bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen (ZDU) registriertes Unternehmen, das über einen Hauptbetriebssitz in der Wallonischen Region verfügt und ein internationales Projekt verfolgt.

Beim Betriebssitz handelt es sich um jede Niederlassung oder Geschäftsstelle, die einen gewissermaßen stabilen Charakter aufweist. Der Hauptbetriebssitz ist derjenige, der innerhalb des gesamten Unternehmens des Antragstellers die größte Anzahl Arbeitnehmer beschäftigt.

§ 2. Einmal zustande gekommen, generiert das internationale Projekt des Unternehmens einen Mehrwert für die wallonische Wirtschaft, insbesondere im Bereich der Schaffung oder Aufrechterhaltung von Arbeitsplätzen in der Wallonischen Region oder im Bereich der Entwicklung der Produktion von Waren und Dienstleistungen in der Wallonischen Region, oder aber in Sachen Innovation.

Die AWEX schätzt den realistischen Charakter dieses Mehrwerts für die wallonische Wirtschaft ein.

Forschung und Entwicklung, geistiges Eigentum, Umsatz, Arbeitsplätze und Direktinvestitionen in der Wallonie sowie ihre jeweiligen Fortschritte fließen in die laufende Bewertung des Mehrwerts in der Wallonie ein.

Der durch den Antragsteller der Beihilfe generierte Mehrwert wird zuerst berücksichtigt. An zweiter Stelle kommt der bei den wallonischen Subunternehmern entstandene Mehrwert in Betracht.

Das internationale Projekt des Antragstellers muss den nationalen und internationalen Normen genügen, die für den beruflichen Sektor des Unternehmens gelten, darunter auch den eventuellen berufsethischen Regeln.

**Art. 7** - Unbeschadet der Beachtung durch den Antragsteller der in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 pro einziges Unternehmen vorgesehenen Zuschusshöchstbeträge und Zeiträume werden die Höchstbeträge der Beizuschussung sowie die Fristen und Zeiträume, die von der AWEX festgelegt werden, pro Einheit festgelegt, die über eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen (ZDU) verfügt.

**Art. 8** - Ungeachtet des Stadiums des Verfahrens zur Gewährung von Beihilfen nach dem vorliegenden Erlass darf es sich beim Antragsteller nicht um einen örtlichen Einzelhandel oder um eine Holdinggesellschaft handeln.

**Art. 9** - Die beihilfefähigen Kosten, die mit den Schecks für die internationale Expansion gedeckt werden, fallen unter die Pfeiler "Ausbildung", "Beratung" und "Coaching" des elektronischen Portfolios des Antragstellers und beziehen sich ausschließlich auf das Honorar außer MwSt. des Diensteanbieters, der aus der Liste der von der AWEX nach Stellungnahme des Referenzzentrums zertifizierten Diensteanbieter ausgewählt wurde, die Letztere dem Antragsteller unterbreitet.

Die Leistungen werden innerhalb von zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht.

Ein Diensteanbieter darf keine Leistungen im Sinne des vorliegenden Erlasses für ein Unternehmen erbringen, in dessen Verwaltung oder Kontrolle er irgendeine Rolle spielt.

**Art. 10** - Es darf keine im vorliegenden Erlass genannte Beihilfe zu den folgenden Zwecken gewährt werden:

1° zur Entlohnung der Leistungen, die von den Arbeitnehmern des Antragstellers oder von anderen Mitgliedern seines Unternehmens erbracht werden, oder zur Vergütung von Produkten bzw. Dienstleistungen, die der Antragsteller an seine eigenen Kunden verkauft;

2° zur Deckung der üblichen und regelmäßigen Betriebsausgaben des Unternehmens;

3° zur Deckung der Ausgaben, die vom Antragsteller an Dritte weiter verrechnet werden;

4° zur Deckung der Ausgaben mit luxuriösem Charakter.

**Art. 11** - Die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen sind mit keiner anderen Beihilfe für dieselben beihilfefähigen Kosten kumulierbar, was deren Quelle, Form oder Zweck auch immer sein mag.

**Art. 12** - § 1. Der Scheckantrag des Unternehmens enthält mindestens folgende Dokumente:

1° den vom Unternehmen datierten und unterzeichneten Scheckantrag;

2° die von beiden Parteien datierte und unterzeichnete Vereinbarung zwischen dem Unternehmen und dem Diensteanbieter;

3° die vom Unternehmen datierte und unterzeichnete De-minimis-Bescheinigung;

4° die vom Unternehmen datierte und unterzeichnete KMU-Bescheinigung.

Diese Dokumente entstehen aus der Internetplattform und ihr Inhalt wird von der AWEX bestimmt.

§ 2. Der Antrag auf Zahlung des Schecks enthält die Rechnung des Diensteanbieters sowie den vom Diensteanbieter datierten und unterzeichneten Leistungsbericht.

Die Rechnung des Diensteanbieters enthält mindestens die in Artikel 13 genannten Informationen.

Der Leistungsbericht entsteht aus der Internetplattform und sein Inhalt wird von der AWEX bestimmt.

§ 3. Die AWEX kann das Unternehmen und den Diensteanbieter auffordern, ihr jedes spezifische oder ergänzende Element zu übermitteln, das sie für nützlich hält.

**Art. 13** - Der Diensteanbieter führt in seiner Rechnung insbesondere folgende Informationen an:

1° den detaillierten Zeitplan der tatsächlich geleisteten Tage;

2° im Falle der Vergabe an einen Subunternehmer, die Kontaktdaten des Subunternehmers sowie die von ihm geleisteten Tage;

3° gegebenenfalls eine Unterscheidung zwischen den Leistungen, die im Rahmen der Vereinbarung und denjenigen, die außerhalb der Vereinbarung erbracht wurden;

4° die Referenznummer und den Wert des Schecks in Euro, der die abgerechneten Leistungen ganz oder teilweise deckt, unter Angabe des Betrags der öffentlichen Beteiligung an diesem Scheck;

5° den vom Unternehmen zu zahlenden Restbetrag in Euro.

**Art. 14** - In Übereinstimmung mit dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten kann die AWEX im Rahmen der Kontrolle und Beitreibung nach Kapitel 1 Abschnitt 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 jedes nützliche Dokument zum Nachweis dafür verlangen, dass die Beihilfe zu den Zwecken verwendet wird, für die sie gewährt worden ist.

Im Rahmen dieser Kontrolle kann die AWEX ebenfalls die kompletten Kontaktdaten und Funktionen der Interessenten oder Partner verlangen, mit denen der Antragsteller einen Kontakt geknüpft hat.

**Art. 15** - Jeder aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährte Zuschuss wird im Jahresabschluss des Antragstellers aufgeführt.

KAPITEL III — *Spezifische Bedingungen für die Beihilfen mittels Schecks für die internationale Expansion**Abschnitt 1 — Spezifische Bedingungen in Bezug auf den Scheck "Export Booster"*

**Art. 16** - Der Tageshöchstsatz für Leistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten im Sinne des vorliegenden Abschnitts beläuft sich auf 750 Euro exkl. MwSt..

Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten entspricht 80 % , falls der Antragsteller ein "Starter"-Unternehmen ist. Sein Anteil an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten beträgt 20 % .

Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten entspricht 50 % , falls der Antragsteller kein "Starter"-Unternehmen ist. Sein Anteil an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten beträgt 50 % .

Die öffentliche Beteiligung darf den Höchstbetrag von 20.000 Euro pro Unternehmen über drei Jahre nicht überschreiten.

**Art. 17** - Die Diensteanbieter für den Scheck "Export Booster" sind folgende:

- 1° die Export-Coachs;
- 2° die Experten für Außenmärkte;
- 3° die Experten für Export-Webmarketing;
- 4° die Fremdsprachenausbilder.

Ihre Leistungen dürfen nicht an Subunternehmer vergeben werden.

**Art. 18** - Die Honorare der Export-Coachs betreffen Leistungen im Bereich des Coaching für internationale Partnerschaften.

Der Antragsteller darf pro Auftrag nicht mehr als fünf Tageshonorare eines Export-Coaches in Anspruch nehmen.

Abweichend von Artikel 16 beträgt der Tageshöchstsatz für das Honorar eines Export-Coachs 1.000 Euro exkl. MwSt..

Die öffentliche Beteiligung für das Honorar eines Export-Coachs darf pro Auftrag den Höchstbetrag von 4.000 Euro nicht überschreiten.

**Art. 19** - Die Honorare der Experten für Außenmärkte betreffen punktuelle Leistungen in Verbindung mit einem internationalen Projekt des Antragstellers, nämlich die Erarbeitung eines Auslandsstrategieplans oder die Lösung eines spezifischen Problems auf internationaler Ebene, insbesondere in juristischen oder logistischen Angelegenheiten.

Der Antragsteller darf pro Auftrag nicht mehr als drei Tageshonorare eines Experten für Außenmärkte in Anspruch nehmen.

Die Honorare der Experten für Außenmärkte gelten nur dann als beihilfefähige Kosten im Sinne des vorliegenden Erlasses, wenn der Antragsteller ein Kleinstunternehmen ist.

Die öffentliche Beteiligung betreffend die Experten für Außenmärkte darf pro Auftrag den Höchstbetrag von 1.800 Euro nicht überschreiten.

**Art. 20** - Die Honorare der Experten für Export-Webmarketing betreffen die Analyse- und Beratungsleistungen zur Erarbeitung einer exportorientierten Webstrategie.

Der Antragsteller darf pro Auftrag nicht mehr als drei Tageshonorare eines Experten für Export-Webmarketing in Anspruch nehmen.

Die öffentliche Beteiligung betreffend die Experten für Export-Webmarketing darf pro Auftrag den Höchstbetrag von 1.800 Euro nicht überschreiten.

**Art. 21** - Die Honorare der Fremdsprachenausbilder betreffen Leistungen zur Fremdsprachenausbildung der verantwortlichen Vertriebsmitarbeiter des Antragstellers zwecks einer effizienten Erschließung der Außenmärkte.

Die öffentliche Beteiligung betreffend die Fremdsprachenausbilder darf pro Ausbildung den Höchstbetrag von 1.800 Euro nicht überschreiten.

*Abschnitt 2 — Spezifische Bedingungen in Bezug auf den Scheck "Exportberatung"*

**Art. 22** - Der Tageshöchstsatz für Leistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten im Sinne des vorliegenden Abschnitts beläuft sich auf 750 Euro exkl. MwSt..

Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten entspricht 50 % für den Antragsteller. Sein Anteil an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten beträgt 50 % .

Die öffentliche Beteiligung darf den Höchstbetrag von 25.000 Euro pro Unternehmen über drei Jahre nicht überschreiten. Dieser Höchstbetrag wird auf 37.500 Euro pro Unternehmen über drei Jahre erhöht, wenn der Antragsteller ein "Starter"-Unternehmen ist.

**Art. 23** - Die Diensteanbieter für den Scheck "Exportberatung" sind folgende:

- 1° die Spezialisten für Außenhandel und
- 2° die Spezialisten für Exportdesign.

**Art. 24** - Die im vorliegenden Abschnitt genannten Beihilfen decken die Honorare der Spezialisten für Außenhandel und der Spezialisten für Exportdesign im Zusammenhang mit den Dienstleistungen, die erforderlich sind, um ein bestehendes Produkt auf einen neuen Markt im Ausland einzuführen.

Die beihilfefähigen Kosten im Zusammenhang mit Beratungsdiensten für den Außenhandel beziehen sich auf die folgenden Komponenten:

- 1° die Entwicklung einer Exportstrategie;
- 2° den Aufbau oder die Neustrukturierung eines Exportdienstes;
- 3° die Durchführung von Marktstudien und die Markterschließung;
- 4° den Erwerb von Sachwissen für die Teilnahme an internationalen Angebotsaufrufen und Finanzierungen;
- 5° die Suche nach Partnern und den Abschluss von internationalen Partnerschaften.

Die beihilfefähigen Kosten im Zusammenhang mit Beratungsdiensten für Exportdesign beziehen sich auf die volgende componenten:

- 1° die ontwikkeling des Image des Unternehmens und der Produkte bzw. Dienstleistungen für den Export;
- 2° die ontwikkeling einer grafischen Charta für den Export;
- 3° die Anpassung des Designs bestehender Produkte und Dienstleistungen an die Besonderheiten von ausländischen Märkten.

**Art. 25** - Die Gesamtkosten für die Beratung müssen niedriger als die Summe des Eigenkapitals des Unternehmens und seiner Verbindlichkeiten mit einer Laufzeit von über einem Jahr sein.

Der für die Erbringung der Leistung ausgewählte Diensteanbieter darf nicht während eines von der AWEX bestimmten und auf ihrer Website bekannt gemachten Zeitraums bereits für den Antragsteller im Rahmen eines anderen von der AWEX bezuschussten Auftrags gearbeitet haben.

Die Aufträge, die von der AWEX vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bezuschusst wurden, werden bei der Anwendung dieser Regel mit einbezogen.

Die AWEX kann eine Abweichung von der im vorigen Absatz erwähnten Regel gewähren, wenn keine anderen zugelassenen Experten für das Projekt des Antragstellers zur Verfügung stehen.

#### KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 26** - Der vorliegende Erlass tritt am 8. April 2019 in Kraft.

Namur, den 4. April 2019

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202954]

**4 APRIL 2019.** — Ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake internationalisering van de ondernemingen, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio

De Minister van Economie,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 1, § 3, 1°, 3° en 4°, 2, eerste lid, 6, § 1, derde lid, en § 2, lid 1 en 2, 1° en 2°, 7, § 1, eerste lid, en § 2, lid 1 en 3, 1° en 2°, 9, § 1, eerste lid 1, en § 2, 10, § 2, lid 1 en 2, en § 3, eerste lid, 11, 12, 14, leden 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, en 2, 37 en 38, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 5, 6 en 16;

Gelet op het verslag van 12 december 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 januari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 maart 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 5 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit ministerieel besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 21 december 2016 : het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

2° het besluit van 23 februari 2017 : het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

3° "AWEX" : Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investeringsen;

4° webplatform : de webapplicatie, bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 6°, van het decreet van 21 december 2016, toegankelijk op het adres [www.cheques-entreprises.be](http://www.cheques-entreprises.be);



5° onderneming : de onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 2°, van het decreet van 21 december 2016 en die niet onder de volgende sectoren valt :

a) de sector visvangst en aquacultuur (NACE-BEL-code : 03.);

b) de sector primaire productie van landbouwproducten (NACE-BEL-code : 01.1 tot 01.5);

6° starter : de onderneming omschreven in artikel 1, § 1, lid 1, 4°, van het decreet van 21 december 2016;

7° dienstverlener : de natuurlijke of rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 7°, van het decreet van 21 december 2016;

8° aanvrager : de onderneming die een toelageaanvraag gegrond op dit besluit ingediend heeft;

9° de in aanmerking komende kosten : het geheel van de kosten die door de aanvrager rechtstreeks blootgesteld worden en die geheel of gedeeltelijk kunnen worden gedekt door een toelage gegrond op dit besluit. Deze kosten worden altijd exclusief BTW en/of andere eventuele belastingen of kortingen in overweging genomen;

10° Verordening (EU) nr. 1407/2013 : Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op *de-minimis*steun;

11° het project op internationaal vlak : de strategie gevolgd door de aanvrager om zijn internationale ontwikkeling te bevorderen.

**Art. 2.** De steun toegekend krachtens dit besluit betreft de geïntegreerde portefeuille met betrekking tot de thematiek van de internationale ontwikkeling van de ondernemingen.

Die thematiek omvat twee types cheque :

1° de cheque "booster export";

2° de cheque "consultancy export".

**Art. 3.** De dossiers in verband met de steun bedoeld bij dit besluit worden behandeld door de personeelsleden van niveau A, B, C of D zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de administrateur-generaal van het AWEX.

De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de steun wordt genomen door elk personeelslid van niveau A of B zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de administrateur-generaal van het AWEX.

**Art. 4.** De steun toegekend krachtens dit besluit is *de-minimis*steun in de zin van Verordening (EU) nr. 1407/2013.

Overeenkomstig artikel 1, 1, d), van Verordening (EU) nr. 1407/2013 mag de steun niet dienen voor de financiering van de invoering en de werking van een distributienet of van andere lopende kosten gebonden aan uitvoeractiviteiten.

#### HOOFDSTUK II. — *Gemeenschappelijke voorwaarden voor de cheques internationale ontwikkeling*

**Art. 5.** De cheques internationale ontwikkeling zijn bestemd voor de ondernemingen, voor de ontwikkeling van internationaal gerichte activiteiten.

Die cheques zijn gedematerialiseerde elektronische betaalmiddelen voor de vergoeding van de diensten uitgevoerd door de dienstverleners die door het "AWEX" na advies van het referentiecentrum gelabeld zijn en die de ondernemingen in hun internationale ontwikkeling begeleiden en leiden.

**Art. 6.** § 1. De aanvrager is een onderneming die bij de Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO) geregistreerd is, met een hoofdbedrijfszetel in het Waalse Gewest en die een project op internationaal vlak nastreeft.

De bedrijfszetel is elke inrichting of activiteitencentrum met een bepaald stabiliteitskarakter. De hoofdbedrijfszetel is de zetel die binnen het geheel van de onderneming van de aanvrager, het grootste aantal werknemers tewerkstelt.

§ 2. Het project op internationaal vlak van de onderneming, indien het tot een goed einde gebracht wordt, creëert een meerwaarde voor de Waalse economie, met name in termen van werkgelegenheidscreatie- of handhaving in het Waalse Gewest of in termen van ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest, of in termen van innovatie.

Het AWEX waardeert het realistische karakter van deze toegevoegde waarde voor de Waalse economie.

Onderzoek en ontwikkeling, intellectuele eigendom, omzet, werkgelegenheid en directe investeringen in Wallonië, alsook hun respectieve groei, worden in aanmerking genomen bij de voortdurende evaluatie van de toegevoegde waarde in Wallonië.

De toegevoegde waarde gegenereerd door de aanvrager van de steun wordt vooreerst in overweging genomen. De toegevoegde waarde van de Waalse onderaannemers is de tweede belangrijkste factor.

Het project op internationaal vlak van de aanvrager dient overeen te stemmen met de nationale en internationale normen die van toepassing zijn op de beroepssector van de onderneming met inbegrip van de eventuele deontologische regels.

**Art. 7.** De subsidieplafonds en de door het AWEX vastgestelde termijnen en perioden worden bepaald per entiteit met een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO), onverminderd de naleving door de aanvrager van de subsidieplafonds en perioden die per enige onderneming bedoeld zijn bij Verordening (EU) nr. 1407/2013.

**Art. 8.** Ongeacht de fase van de procedure voor de toekenning van steun op grond van dit besluit, mag de aanvrager geen buurtwinkel of holdingmaatschappij zijn.

**Art. 9.** De in aanmerking komende kosten die gedekt worden door de cheques "internationale ontwikkeling" vallen onder de pijlers "opleiding", "adviesverlening" en "coaching" van de geïntegreerde portefeuille van de aanvrager en hebben uitsluitend betrekking op het ereloon, exclusief BTW, van de dienstverlener die gekozen is uit de lijst van de door het AWEX gelabelde dienstverleners, na advies van het referentiecentrum, en die het AWEX aan de aanvrager voorstelt. <0

De dienstverleningen moeten binnen de twaalf maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

Een dienstverlener mag geen prestatie bedoeld in dit besluit verrichten voor een onderneming waarin hij op enigerlei wijze in het beheer of de controle betrokken is.

**Art. 10.** Er mag geen steun bedoeld in dit besluit toegekend worden voor :

- 1° de bezoldiging van prestaties geleverd door de loontrekkenden van de aanvrager of door andere leden van zijn onderneming, noch voor de bezoldiging van producten of diensten die de aanvrager aan zijn klanten verkoopt;
- 2° de normale en terugkerende werkingsuitgaven van de onderneming;
- 3° uitgaven die door de aanvrager aan derden doorgefactureerd werden;
- 4° uitgaven met een weeldekarakter.

**Art. 11.** De steun die krachtens dit besluit verleend wordt, mag niet worden gecumuleerd met een andere steun, ongeacht de bron, vorm en het doel ervan, wat dezelfde in aanmerking komende kosten betreft.

**Art. 12.** § 1. De chequeaanvraag van de onderneming bevat minstens de volgende documenten :

- 1° de chequeaanvraag gedagtekend en ondertekend door de onderneming;
- 2° de overeenkomst tussen de onderneming en de dienstverlener gedagtekend en ondertekend door beide partijen;
- 3° het de-minimisattest gedagtekend en ondertekend door de onderneming;
- 4° het KMO-attest gedagtekend en ondertekend door de onderneming.

Die documenten worden door het webplatform gegenereerd en de inhoud ervan wordt door het AWEX bepaald.

§ 2. Het verzoek tot betaling van de cheque bevat de factuur van de dienstverlener en het door de dienstverlener gedagtekende en ondertekende prestatieverslag.

De factuur van de dienstverlener bevat minstens de in artikel 13 bedoelde informatie.

Het prestatieverslag wordt door het webplatform gegenereerd en de inhoud ervan wordt door het AWEX bepaald.

§ 3. Het AWEX kan de onderneming en de dienstverlener verzoeken om alle specifieke of bijkomende informatie te verstrekken die het nuttig acht.

**Art. 13.** De factuur van de dienstverlener vermeldt met name het volgende :

- 1° de gedetailleerde planning van de werkelijke dagen van dienstverlening;
- 2° in geval van onderaanneming, de gegevens van de onderaannemer alsook de datums van dienstverlening;
- 3° Een onderscheid, in voorkomend geval, tussen de prestaties verricht in het kader van de overeenkomst en de prestaties die buiten de overeenkomst vallen;
- 4° De referentie en de waarde van de cheque in euro die het geheel of een deel van de gefactureerde prestaties dekt, met vermelding van het bedrag van de overheidssteun in de cheque;
- 5° Het bedrag van het door de onderneming te betalen saldo, in euro.

**Art. 14.** Overeenkomstig het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuursseenheden, kan het AWEX, in het kader van de controle en de invordering als bedoeld in afdeling 6 van hoofdstuk 1 van het decreet van 21 december 2016, elk nuttig document opvragen dat bewijst dat de steun gebruikt wordt voor de doeleinden waarvoor hij wordt toegekend.

In het kader van deze controle kan het AWEX eveneens de volledige contactgegevens en functies vragen van potentiële klanten of partners met wie de aanvrager contact opgenomen heeft.

**Art. 15.** Elke toelage die krachtens dit besluit wordt toegekend, staat vermeld in de jaarrekeningen van de aanvrager.

### HOOFDSTUK III. — *Specifieke voorwaarden in verband met de cheques "internationale ontwikkeling"*

#### *Afdeling 1. — Voorwaarden die eigen zijn aan de cheque "booster export"*

**Art. 16.** Het maximum dagtarief voor de prestaties betreffende de in aanmerking komende kosten bedoeld in deze afdeling bedraagt 750 euro excl. BTW.

Het percentage van de steun met betrekking tot de in aanmerking komende kosten bedraagt 80 % wanneer de aanvrager een starter is. Zijn aandeel in de tenlasteneming van de in aanmerking komende kosten bedraagt 20 % .

Het percentage van de steun met betrekking tot de in aanmerking komende kosten bedraagt 50 % wanneer de aanvrager geen starter is. Zijn aandeel in de tenlasteneming van de in aanmerking komende kosten bedraagt 50 % .

De overheidssteun mag niet hoger zijn dan het plafond van 20.000 euro over drie jaar per onderneming.

**Art. 17.** De dienstverleners voor de cheque "booster export" zijn de volgende :

- 1° de exportcoaches;
- 2° de deskundigen in internationale markten;
- 3° de deskundigen in export-webmarketing;
- 4° de taalopleiders.

Hun prestaties mogen niet uitbesteed worden.

**Art. 18.** Het ereloon van de exportcoaches betreft de coachingprestaties in internationaal partnerschap.

De aanvrager mag per opdracht maximaal vijf dagen ereloon van een exportcoach bemachtigen.

In afwijking van artikel 16 bedragen de maximale dagelijkse kosten voor het ereloon van exportcoaches 1.000 euro exclusief BTW.

De overheidssteun voor het ereloon van een exportcoach mag niet hoger zijn dan het plafond van 4.000 euro per opdracht.

**Art. 19.** Het ereloon van deskundigen in internationale markten betreft punctuele prestaties gebonden aan het project op internationaal vlak van de aanvrager, namelijk de uitwerking van een strategisch internationaal plan of de oplossing van een specifiek internationaal probleem, met name op juridisch en logistiek vlak.

De aanvrager mag per opdracht maximaal drie dagen ereloon van een deskundige in internationale markten verkrijgen.

De erelonen van deskundigen in internationale markten zijn enkel in aanmerking komende kosten in de zin van dit besluit wanneer de aanvrager een micro-onderneming is.

De overheidssteun voor de deskundigen in internationale markten mag niet hoger zijn dan het plafond van 1.800 euro per opdracht.

**Art. 20.** Het ereloon van deskundigen in export-werkmarketing betreft de analyse- en adviesverleningsprestaties bestemd voor de uitwerking van een op de uitvoer gerichte webstrategie.

De aanvrager mag per opdracht maximaal drie dagen ereloon van een deskundige in export-webmarketing verkrijgen.

De overheidssteun voor de deskundigen in export-webmarketing mag niet hoger zijn dan het plafond van 1.800 euro per opdracht.

**Art. 21.** De erelonen van taalopleiders betreffen taalopleidingsprestaties bestemd voor de verkoopmanagers van de aanvrager met het oog op een doeltreffende prospectie van de internationale markten.

De overheidssteun voor de taalopleiders mag per opdracht niet hoger zijn dan het plafond van 1.800 euro.

*Afdeling 2. — Voorwaarden die eigen zijn aan de cheque "consultancy inzake export"*

**Art. 22.** Het maximum dagtarief voor de prestaties betreffende de in aanmerking komende kosten bedoeld in deze afdeling bedraagt 750 euro excl. BTW.

Het percentage van de steun met betrekking tot de in aanmerking komende kosten bedraagt 50 % voor de aanvrager. Zijn aandeel in de tenlasteneming van de in aanmerking komende kosten bedraagt 50 %.

De overheidssteun mag niet hoger zijn dan het plafond van 25.000 euro over drie jaar per onderneming. Dit plafond wordt op 37.500 euro over drie jaar gebracht wanneer de aanvrager een starter is.

**Art. 23.** De dienstverleners voor de cheque "consultancy inzake export" zijn de volgende :

1° specialisten in buitenlandse handel en;

2° specialisten in uitvoerdesign.

**Art. 24.** De in deze afdeling bedoelde steun dekt het ereloon van specialisten in buitenlandse handel en specialisten in uitvoerdesign in verband met de diensten die nodig zijn om een bestaand product op een nieuwe markt in het buitenland te lanceren.

De in aanmerking komende kosten in verband met de adviesdiensten inzake buitenlandse handel betreffen volgende elementen :

1° de ontwikkeling van een op de uitvoer gerichte strategie;

2° de invoering of de herstructurering van een uitvoerdienst;

3° de uitvoering van marktstudies en marktprospectie;

4° de verwerving van technische voorwaarden voor deelneming aan een aanbestedingsprocedure en internationale financiering;

5° het zoeken naar partners en het sluiten van internationale partnerschappen.

De in aanmerking komende kosten in verband met de adviesdiensten inzake uitvoerdesign betreffen volgende elementen :

1° de ontwikkeling van het merkimage van de onderneming en van de uitvoerproducten/-diensten;

2° de ontwikkeling van een grafische uitvoervoorstelling;

3° de aanpassing van het design van bestaande producten en diensten aan de bijzonderheden van buitenlandse markten.

**Art. 25.** De totale consultancykosten moeten lager zijn dan de som van de eigen fondsen en van de schulden van meer dan één jaar van de onderneming.

De dienstverlener die gekozen is om de prestatie uit te voeren mag niet reeds voor de aanvrager hebben gewerkt in het kader van een andere door het AWEX gesubsidieerde opdracht gedurende een door het AWEX bepaalde periode en die op de website van het AWEX gepubliceerd is.

De opdrachten die vóór de inwerkingtreding van dit besluit door het AWEX gesubsidieerd zijn, worden voor de toepassing van deze regel in aanmerking genomen.

Het AWEX kan een afwijking van de regel bedoeld in het vorige lid toekennen indien er voor het project van de aanvrager geen andere erkende beschikbare deskundigen zijn.

*HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen*

**Art. 26.** Dit besluit treedt in werking op 8 april 2019.

Namen, 4 april 2019.